

[Texte]

Mr. Thompson (Red Deer): To what extent, Professor Thomson, does industry or trade here in Canada organize lobbies down there? We know that this happened during the lumber crisis, but is this legitimate? Is there other machinery that would deal with the thing more adequately?

Professor Thomson: Lobbying in the United States is, of course, much more legitimate than it is here in Canada. We seem to have some kind of complex about lobbying and we carry it out in disguise and under many other names. There, it is a very open procedure. The law obliges lobbyists to register and to submit periodic reports. It is considered as part of the normal process.

There is absolutely no reason why Canadian industry cannot lobby in the United States. However, I feel that we have been inhibited in lobbying in the United States, because of our own attitude toward our own parliamentary system. The feeling here in Canada is that perhaps it is not quite the right thing to do. There are people who lobby quite well but these are usually firms that are used to dealing in the United States and they are more at home in the American system. A great deal more could be done in this regard.

Another thing that could be very effective, from our point of view, is to try to get the parent companies of firms operating in Canada to be a little bit more active on our behalf. They have a stake in Canada as well. They quite often do not understand that stake, but I have noticed on several occasions that American firms operating in Canada have been our most effective lobbyists and friends on Capitol Hill. For instance, in the whole question of the oil import quota to the United States a much better case was made by lobbyists inside the United States than outside. For instance, those who wanted access to our oil in the Minnesota area were the ones who were probably most effective in putting pressure on the Nixon administration to try to prevent that import quota being imposed. This comes back to one of my earlier points. American policy is very sensitive to pressures from within the American community perhaps more sensitive than to pressures from without. We need to exercise our pressure from inside. We need friends within the United States and many of those firms

[Interprétation]

M. Thompson (Red Deer): Jusqu'à quel point, M. Thomson, les gens du monde de l'industrie ou du commerce ici au Canada, font-ils les couloirs pour influencer les députés du Congrès américain? Nous savons que ce genre de choses est survenu au cours de la crise sur le bois d'œuvre, mais est-ce vraiment légitime? Y a-t-il un autre système qui pourrait s'occuper d'une façon plus adéquate de la question?

M. Thomson: Les démarches entreprises auprès des parlementaires aux États-Unis en vue de les influencer sont, bien sûr, beaucoup plus légitimes là-bas qu'ici au Canada et nous semblons avoir un certain genre de complexe à ce sujet, mais toutefois nous faisons ce genre de choses sous le couvert et nous lui donnons d'autres noms. Aux États-Unis, cette pratique est courante et se fait ouvertement. La loi oblige ceux qui font les couloirs pour essayer d'influencer les députés de s'enregistrer et de présenter des rapports périodiques, car on estime que c'est une pratique qui fait partie du processus courant ou ordinaire des choses.

Il n'y a absolument aucune raison qui empêche l'industrie canadienne de faire de telles démarches aux États-Unis. Toutefois, j'estime que nous sommes inhibés à ce point de vue, en raison de notre propre attitude à l'égard de notre propre système parlementaire. On estime couramment ici au Canada que ce n'est pas le genre de pratique qui doit se faire. Il y a bien des gens qui s'adonnent à ces démarches assez bien, mais ce sont habituellement des entreprises qui ont l'habitude de faire des affaires avec les États-Unis et elles sont plus familières avec le système américain. On pourrait faire beaucoup d'autre chose à cet égard.

Une autre démarche qui serait des plus efficace à notre point de vue, serait d'essayer d'obtenir que les sièges sociaux d'entreprises installées au Canada soient un peu plus intéressés à notre égard, car ils prennent certes part à l'économie de notre pays. Assez souvent, ces sociétés ne comprennent pas quelle part elles prennent à l'activité économique de notre pays, mais j'ai remarqué à plusieurs reprises que les entreprises américaines qui sont installées au Canada ont été nos meilleures amies qui ont défendu le mieux nos intérêts au Capitol. Par exemple, en ce qui a trait à toute la question des contingentements de pétrole importé aux États-Unis, les représentants de certains groupes de pression ont exercé une bien plus grande influence aux États-Unis qu'à l'extérieur de ce pays. En particulier, les personnes qui désiraient avoir accès à nos puits de pétrole dans la région du Minnesota étaient ceux qui probablement ont exercé une pression plus efficaces sur l'administration Nixon en vue d'empêcher que les contingentements soient imposés sur cet article d'importation. J'en reviens ici à l'un des premiers points